

## **Peut-on parler de progrès dans la nouvelle Alliance ? En tout cas pas pour les petits producteurs !**

Appel des organisations de la société civile à leur Gouvernement concernant  
la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition en Afrique

Malgré les progrès que nous avons pu constater dans le cadre de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancée par le G8 il y a plus de deux ans, notre évaluation de ce processus demeure inchangée : la Nouvelle Alliance sape effectivement la sécurité alimentaire, la nutrition et l'évolution de la réalisation du droit à l'alimentation Afrique. Les premières recherches sur le terrain montrent un écart considérable entre le développement en tant que tel et les impacts constatés. Il n'y a aucun signe indiquant que la Nouvelle Alliance sort véritablement les populations africaines de la pauvreté<sup>1</sup>, par contre l'engagement visant à promouvoir la puissance du secteur privé a visiblement bien abouti<sup>2</sup>. Bien que le discours de la Nouvelle Alliance se réfère au programme de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), nous voyons clairement que les petits producteurs ont été écartés de ces processus et composants du PDDAA qui normalement devaient les avantager.

Lorsque la Nouvelle Alliance a été inaugurée aux Etats-Unis à Camp David en 2012, il est immédiatement devenu évident que cette initiative servait essentiellement à permettre aux sociétés privées d'influencer la politique agricole pour faire avancer leurs propres intérêts. Les gouvernements africains sont donc contraints d'adopter des réformes dans leur politique intérieure qui faciliteront les investissements de grandes entreprises au détriment de ceux qui font réellement la majeure partie des investissements, à savoir les petits producteurs eux-mêmes.

Ces profonds changements législatifs et politiques menacent le contrôle qu'ont les petits agriculteurs sur la terre et les semences, marginalisent les marchés locaux et entraînent la perte de la biodiversité et de la fertilité des sols, au détriment des moyens de subsistance des communautés locales. Ils ne feront qu'exacerber le climat futur et les chocs économiques pour les petits agriculteurs, au lieu de construire leur résilience pour faire face à de tels chocs. Ils sont faits sans débat national, sapant ainsi les structures démocratiques.

Le niveau d'engagement et de mise en œuvre des donateurs et des entreprises est uniquement mentionné dans la synthèse du rapport d'activité 2013-14 : ce qui montre le manque de transparence de la Nouvelle Alliance et rend extrêmement difficile une réelle vue d'ensemble de cette mise en œuvre pour la société civile<sup>3</sup>.

Cependant, les premiers cas concrets indiquent que la Nouvelle Alliance est loin d'être un outil efficace pour aider les petits agriculteurs.

Par exemple :

- Au Burkina Faso, l'engagement concernant le développement et la réhabilitation des terres irriguées dans le projet relatif à la croissance du Pôle de Bagré est principalement réservé aux gros investisseurs de l'agroalimentaire ; seul 22% (2 790 ha) des terres sont disponibles pour les petits agriculteurs. Habituellement, ces agriculteurs n'ont qu'1 à 4 ha de terrain et n'ont quasi aucune chance d'obtenir plus<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> 1 Feed the Future, 2012: *Five Questions about the New Alliance for Food Security and Nutrition*, <http://feedthefuture.gov/article/five-questions-about-new-alliance-food-security-and-nutrition>

<sup>2</sup> 2 Cameron, David, 2012: A G8 Meeting that goes back to first principles, [www.euroobserver.com/opinion/118265](http://www.euroobserver.com/opinion/118265)

<sup>3</sup> 3 G8 New Alliance for Food Security and Nutrition, Progress Report 2013-

14, [http://newalliance.org/sites/default/files/resources/072814\\_NewAlliance\\_FinalC\\_508.pdf](http://newalliance.org/sites/default/files/resources/072814_NewAlliance_FinalC_508.pdf)

<sup>4</sup> 4 Oxfam 2014, *For Whose Benefit? The G8 New Alliance for Food Security and Nutrition in Burkina Faso*, [www.oxfam.org/en/grow/policy/whose-benefit](http://www.oxfam.org/en/grow/policy/whose-benefit)

- au Malawi, l'élargissement des investissements à la culture du tabac par les multinationales est présenté comme une contribution à la sécurité alimentaire, et l'engagement pour améliorer l'accès à la terre a été mis en œuvre en mettant à disposition 200 000 ha de terres pour l'agro-industrie<sup>5</sup>; quant à la nécessité d'adopter le « Tenancy Labour Bill »<sup>6</sup> comme un instrument essentiel pour assurer les droits de bases aux locataires et aux travailleurs : il a été ignoré dans l'accord-cadre de coopération.<sup>7</sup>
- en Tanzanie et au Mozambique, de nouvelles lois sur les semences vont être mises en place et rendront illégales à l'avenir les échanges de semences d'agriculteur à agriculteur. Des processus similaires sont en cours dans d'autres pays, comme le Ghana et le Malawi.<sup>8</sup>

Ces données confirment notre analyse : la Nouvelle Alliance ne tient pas compte des systèmes alimentaires diversifiés et durables des petits agriculteurs, qui eux offrent un potentiel réel pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique. Au contraire, elle encourage les approches nuisibles à l'environnement et à l'agriculture qui assoient le pouvoir des entreprises.

Nous vous invitons donc à revoir votre engagement dans la Nouvelle Alliance et à prendre les mesures suivantes :

1. Stopper les modifications législatives et juridiques qui facilitent les investissements fonciers à grande échelle et qui empêchent les petits agriculteurs de conserver, échanger et vendre leurs semences ;
2. Arrêter toute extension de la Nouvelle Alliance. Aucun nouveau cadre de coopération pour un nouveau pays ne devrait être lancé ;
3. Examiner et réviser les projets existants et les indicateurs de modification législative avec la participation significative des populations les plus touchées ; et se retirer de ceux qui n'arrivent pas à promouvoir le droit à l'alimentation et les droits fonciers légitimes des femmes des communautés, ou qui donnent la priorité aux intérêts commerciaux au détriment des personnes vulnérables et de l'environnement ;
4. Rendre publiques les lettres d'intention des sociétés participant à la Nouvelle Alliance, afin de permettre un débat public légitime sur les impacts probables et l'évaluation de la Nouvelle Alliance ;
5. Soutenir les investissements des petits producteurs, tel que recommandé par le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, en mettant les femmes, les petits agriculteurs et les autres groupes marginalisés au centre de toute stratégie et des projets futurs pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique; faire en sorte que les études concernant les droits humains et l'impact environnemental soient effectuées de façon à assurer que les projets soient mis en œuvre sans qu'ils aient de répercussions négatives sur les droits humains et l'environnement. ;
6. Favoriser l'adoption des pratiques agro-écologiques par les petits agriculteurs pour renforcer la résilience ; via la recherche participative en agro-écologie, la diffusion de connaissances entre agriculteurs sur l'agriculture écologique, et le renforcement des capacités de

<sup>5</sup> Government of Malawi, *G8 New Alliance for Food Security and Nutrition: Malawi: 2014 Annual Progress Report*.

<sup>6</sup> loi qui fixe un âge minimum pour l'emploi dans le secteur du tabac et prévoit des inspections fréquentes des plantations de tabac

<sup>7</sup> De Schutter, Olivier, 2013: Mandate of the Special Rapporteur on the Right to Food. Mission to Malawi from 12 to 22 July 2013, End of Mission Statement. [http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20130722\\_Malawi\\_en.pdf](http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20130722_Malawi_en.pdf)

<sup>8</sup> Voir par exemple : Tanzanian Civil Society Statement on Farmer's Rights 22 March 2013, Tanzanian Civil Society Statement on Farmer's Rights 22 March 2013, <http://www.ip-watch.org/weblog/wp-content/uploads/2013/03/UPOV-Tanzania-CSO-Statement-1.pdf> ; see also: African Center for Biosafety, 2013, Slavishly following UPOV 1991. A critique of Mozambique's Plant Variety Protection Law, <http://www.acbio.org.za/index.php/publications/seedfood-sovereignty/459-slavishly-following-upov-1991>

vulgarisation des pratiques de l'agriculture écologique afin que les agriculteurs soient bien conseillés sur les pratiques de l'agro-écologie.

Le 19 septembre 2014

**Liste des 91 signataires**

**FRANCE**

CCFD-Terre Solidaire  
Action contre la faim  
Peuples Solidaires - Action Aid France  
Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)  
Survie  
Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY  
Artisans du monde - France  
Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement - Ocean Indien  
Solidarité  
FIAN France

**ALLEMAGNE**

Misereor  
Pesticide Action Network  
FIAN Germany  
INKOTA-Netzwerk  
Agrar Koordination  
Global Policy Forum  
Seeds Action Network  
Germanwatch  
German NGO Forum Environment & Development  
Brot für die Welt - Evangelischer Entwicklungsdienst

**GRANDE BRETAGNE**

UK Food Group  
The permaculture association  
World Development Movement  
Find Your Feet  
Farms Not Factories  
War on Want  
FIAN group UK  
Concern Universal  
Pesticide Action Network  
Send a Cow

**ITALIE**

Terra Nuova  
FIRAB (Fondazione Italiana per la Ricerca in Agricoltura Biologica e Biodinamica)  
Crocevia  
Con.Pro.Bio  
SOLIDARIETA' E COOPERAZIONE CIPSI.

Comitato Italiano per la Sovranità Alimentare  
La Gabbianella Coordinamento per il Sostegno a distanza onlus  
CEFA – Il seme della solidarietà  
SOLIDAUNIA ONLUS-LA DAUNIA PER IL MONDO  
Centro Mondialità Sviluppo Reciproco (CMSR)  
Forum Permanente delle Associazioni di sostegno a distanza (ForumSad)  
CNCA  
M.A.I.S  
COSPE  
ACU-Associazione Consumatori Utenti  
Focsiv  
Rete Cibopertutti -Kumida  
COCIS - Coordinamento delle Organizzazioni non governative per la Cooperazione Internazionale allo Sviluppo  
Fondazione Slow Food per la Biodiversità Onlus  
FORUM DEL TERZO SETTORE DEL LAZIO E RETE DELLE FATTORIE SOCIALI

**USA**

Oakland Institute  
Institute for Agriculture and Trade Policy  
Maryknoll Office for Global Concerns  
PLANT  
The Second Chance Fd  
Global Policy Forum  
Food First  
CAGJ

**CANADA**

Union Paysanne  
National Farmers Union

**JAPON**

Africa Japan Forum  
No to land grab  
GCAP Japan  
Japan International Volunteer Center (JVC)  
Mura-Machi Net", Network between Village and Town"

**EUROPE**

EuropAfrica  
Corporate Europe Observatory  
Africa Europe Faith & Justice Network

**PAYS-BAS**

Transnational Institute

**AUTRICHE**

FIAN Austria  
Arche Noah

**BELGIQUE**

Entraide et Fraternité  
Broederlijk Delen  
Pan-Africanist International  
SOS Faim

	FIAN Belgium CNCD-11.11.11
<b>NORVEGE</b>	FIAN Norway
<b>SUEDE</b>	FIAN Sweden Afrikagrupperna
<b>SUISSE</b>	Fastenopfer
<b>PORTUGAL</b>	FEC - Fundação Fé e Cooperação AIDGLOBAL - Action and Integration for Global Development FUNDAÇÃO GONÇALO DA SILVEIRA
<b>ESPAGNE</b>	Manos Unidas
<b>INTERNATIONAL</b>	ActionAid International Greenpeace international FIMARC FIAN International CIDSE ACF International



09.2014

\*\*\*